



- **Prévention du harcèlement sur le lieu de travail**

Le SDIS de la Gironde met en place un dispositif de prévention du harcèlement sur le lieu de travail à titre expérimental. Ce dispositif est porté à la connaissance des agents sur l'intranet du SDIS.

Il semble utile de rappeler que :

- les faits de harcèlement moral ou sexuel sont des délits (articles 222-33 et 222-33-2 du code pénal), dont la qualification relève du seul juge pénal et non de l'autorité territoriale
- la loi n°83-634 du 13 juillet portant sur les droits et obligations des fonctionnaires (article 6 ter) reprend également l'interdiction de faire subir des faits de harcèlement moral ou sexuel. Ces faits sont passibles pour l'auteur, d'une sanction disciplinaire instruite par l'autorité territoriale
- la protection des agents relève de l'autorité territoriale, laquelle doit veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité (article 2-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985)

Sur la base de cette obligation, les représentants CFDT au CHSCT ont, seuls, dès 2015, demandé un dispositif sur la prévention du harcèlement moral et sexuel avec :

- une modification du règlement intérieur
- un plan de prévention avec une sensibilisation des agents par une campagne d'affichage sur les modalités de saisine, numéro dédié
- une mise à disposition de moyens pour assurer la protection des agents concernés (protection fonctionnelle par exemple)

Ces demandes ont été renouvelées à plusieurs reprises par nos représentants CFDT au CHSCT (**10 octobre 2015, 8 janvier 2016 et 10 avril 2016**) compte tenu du refus opposé à deux reprises par la direction.

La persévérance a finalement été payante....Un plan de prévention est aujourd'hui mis en œuvre.

Nos représentants seront attentifs à sa mise en place auprès des agents.

Il reste en effet des points à éclaircir : numéro dédié, protection fonctionnelle et centralisation au niveau du DDIS.